

vendredi 26 juin 2015

N° 4624

# Le Travailleur de Lot-&Garonne

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96<sup>e</sup> année - 1,20

## Sommaire

**en bref** p 2 et 3

Opposition des élus ruraux -  
Campagne CGT pour les salaires -  
LSR 47 - Soirée paella - solidarité  
Grèce - Dérapage de la droite -  
Roger et moi

**à mon avis** p 3

**actu** p 4 à 6

Prud'hommes - La  
réindustrialisation - SNCF et  
l'action sociale - De l'action en  
Lot-et-Garonne

**locale** p 7

Agen - Casteljaloux - Marmande -  
Nérac

**culture** p 8

Festival - Galerie - Soirée  
brésilienne - Le jardin d'Elie



*chimie - agroalimentaire - bio - aéronautique - informationnel - numérique...*

# Une nouvelle industrialisation pour sortir de l'impasse

## Solidarité avec le peuple grec



## Des actions en Lot-et-Garonne



## Prud'hommes lien de subordination



## festival galerie soirée

## Campagne de la CGT pour les salaires

Après un passage à l'Agropole et avant d'aller rejoindre les salariés de la MACIF en grève, les représentants syndicaux ont fait étape sur le parking de la zone commerciale O'Green pour rencontrer les employés de commerce. Philippe Lapeyrère, secrétaire général de l'Union locale « L'Union de l'Agenais s'est inscrite dans la campagne nationale pour les salaires et c'est pour ça qu'on a organisé cette caravane ».

## Réforme territoriale L'opposition des élus ruraux

Après avoir voilé de noir les panneaux de leurs communes et sensibilisé les maires, l'Association des élus ruraux de Lot-et-Garonne interpelle maintenant les députés. Le Sénat a déjà accepté d'apporter plusieurs amendements à la loi notRe que les élus de proximité jugent liberticide pour les petites communes, leurs édiles et leurs habitants. L'élection des délégués communautaires au suffrage universel direct, la taille minimale des

intercommunalités à 20000 habitants ou encore le transfert des compétences eau assainissement sont autant de points sur lesquels est revenu le Sénat. Le 24 juin, des maires de toute la France se sont donné rendez-vous à Paris pour manifester avant l'arrivée du projet de loi à l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 29 juin. ■

« L'objectif est d'arriver aux 10000 signatures pour porter la pétition au niveau national et demander au gouvernement une conférence spéciale sur les salaires ». ■

## LSR47 donne rendez-vous

L'association lot-et-garonnaise donne rendez-vous à ses adhérents et amis, jeudi 9 juillet sur le parking de la maison de la vie associative de Villeneuve pour une visite guidée de la Bastide, avant un repas convivial salle des associations, sur la base d'un pique-nique que

## Soirée paella

samedi 4 juillet - à 19h30

Organisée par les amis de la fête de l'Humanité salle de la mairie de Lisse (Réaup-Lisse 47170) prix du repas: 15 €. Sangria - tapas - paella - dessert - vin et café compris  
Réservation: 05 53 97 22 58 ou 06 84 90 45 12. ■

chacun apporte (boisson, dessert et café offert par LSR). L'après-midi laissera le choix aux activités de chacun, en commun (petite randonnée digestive, pétanque, cartes, scrabble...). L'invitation pour s'inscrire à cette journée est à faire au plus vite auprès des responsables de l'association. ■

05 53 70 00 86

05 53 88 22 59

## Marmande Solidarité avec le peuple grec

Sur le marché, les passants ont signé pour la solidarité avec le peuple grec, samedi dernier (48) avec Gilles. À chacun, il a remis quelques tracts à diffuser... ■



## Vide grenier

esplanade du Gravier

Le Secours populaire organise un vide grenier dimanche 19 juillet

Chaque exposant s'acquittera de 2 € le mètre. Vous êtes prié de vous inscrire au 0553474154 du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00. ■

## Quand la droite dérape dans les médias

### Agen

Organisation d'un barbecue par les syndicats devant l'hôtel de ville, sous les fenêtres du maire dont les propos ont été diffusés au journal télévisé de 20h00, sur « France 2 », le 28 mai dernier. Rachid El Fahsi, représentant la CGT des fonctionnaires territoriaux d'Agén a tenu à rétablir certaines vérités. Concernant le temps de travail: « Il dit que nous sommes aux trente-trois heures. J'ai sous les yeux le protocole sur lequel, il y a bel et bien, écrit trente-six heures! » « Le travail s'alourdit et il y a de moins en moins d'agents pour le faire »

explique-t-il et les tensions sont palpables. Il suffit alors de quelques mots peut-être maladroits pour sortir la poudre des barils. « Déjà, quand on vous demande de travailler avec moins d'agents, quand on vous enlève des RTT, quand on vous dit qu'il va falloir aller travailler à Boé, Bajamont, Pont-du-Casse en étant moins et avec moins de matériel... le discours attendu est plutôt de la motivation, du respect. Et là, non, il nous insulte, nous traite de fainéants, devant des millions de téléspectateurs »

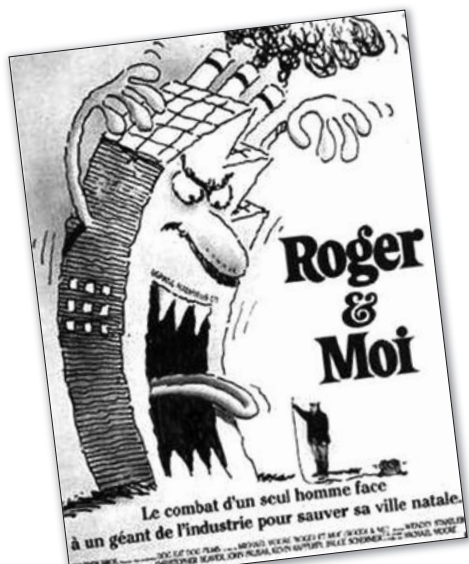
### Fumel

« Vous avez un certain nombre d'individus, la

CGT, le NPA, je pèse mes mots, des alcooliques et des voleurs, qui ont fait de l'usine [de Fumel] une zone de non droit [...]. Je demande au Premier ministre de faire intervenir l'armée ». Jean-Louis Costes, député-maire du Fumelois, à l'occasion d'une interview diffusée sur France 3 Aquitaine, le 4 avril dernier. Irrespect total des salariés luttant pour conserver leur travail. L'idéologie dominante réussie bien à retourner les situations et à faire passer les exploités pour des privilégiés et les exploités pour des victimes.

Le député ira à une audience préliminaire, le 15 juillet, pour répondre d'une plainte en diffamation. ■





## Marmandais **Roger et moi**

Les communistes du Marmandais invitent à une soirée rencontre/débat autour d'un film documentaire de Michael Moore sur le comportement et les raisons de General Motors, à la fin des années quatre-vingt-dix lorsque l'entreprise a licencié 30000 personnes. La réaction des riches et des victimes les conséquences. Depuis, il y a la Grèce où les réactions populaires sont différentes :

**vendredi 26 juin à 20h30**

salle du centre social au 1<sup>er</sup> étage

Après le débat, le pot de l'amitié et un échange sur les prochaines élections régionales et les remerciements de toutes celles et ceux qui se sont engagés dans la campagne et la fête de Feugarolles. ■

Gaza

## **L'inacceptable blocus**

Le blocus économique de la bande de Gaza est imposé par Israël depuis 2006. Gaza, il faut le rappeler, est une partie du territoire palestinien. Le blocus a été condamné par le Conseil de sécurité de l'ONU, dès janvier 2009, mais Israël n'en a jamais tenu compte, ce qui a créé des problèmes économiques et sociaux insupportables aux populations de ce territoire palestinien : obstacles à la circulation des personnes, aux échanges économiques internationaux, à la possibilité de se soigner, d'étudier ou de rencontrer la famille à l'étranger...

Il faut exiger que les droits nationaux et humains des Palestiniens soient respectés dans la bande de Gaza, comme dans les autres territoires palestiniens.

La France doit prendre des initiatives, par des sanctions envers Israël et reconnaître l'État palestinien. ■



## **Le Travailleur du Lot-et-Garonne**

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication : **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef :

**Nicolas Lucmarie** - rédaction : **Michel Ceruti, Lysiane Chantre**

**Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François,**

**Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande,**

**Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

**18, rue Jules Ferry 47 006 Agen**

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

**letravailleur@orange.fr**

CCP 1309 19X Bordeaux 2<sup>e</sup> trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon  
**avis**

# L'enjeu : l'espoir

Au-delà du fait qu'il est réconfortant pour ceux, dont les communistes, qui agissent au quotidien pour contribuer à améliorer la vie des gens, de voir le sourire d'Alexis Tsipras aux côtés des représentants du monde capitaliste financier qui, eux, « font la tête », tel qu'Angela Merkel, Christine Lagarde (FMI), Mario Draghi (BCE), Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne...

C'est aussi le signe de l'espoir pour toute l'Europe et ses populations quand un petit pays et son peuple décident de réorienter les choix politiques vers la justice sociale, comme condition de l'efficacité économique !

En effet, la différence est là : « transférer le poids de l'effort fiscal des classes populaires vers les couches plus aisées » ou « prendre des dispositions budgétaires qui permettent de ne pas toucher aux petites retraites mais de viser les plus hauts revenus » ou « décider d'une augmentation des taxes sur les produits

de luxes (avions, bateaux...) ou sur l'impôt de solidarité au-dessus de 50000 euros et un abaissement en dessous de 30000 euros puis d'un nouveau taux de 8 % pour les revenus qui dépassent 500000 euros, ou d'un impôt exceptionnel de 12 % pour les entreprises qui font un bénéfice supérieur à 500000 € »...

Ici, en Lot-et-Garonne, toutes les actions, en solidarité, sur le vécu des populations, des élus ruraux, des employés territoriaux, l'action pour les salaires, initiée par la CGT, la grève à l'Apave, chez les pompiers, des locataires, des usagers et salariés de l'hôpital et des usines de Fumel, des ATSEM d'Agen, dans des écoles primaires...

interpellent sur les mêmes questions. « Nous voulons des moyens pour travailler dans de bonnes conditions, des salaires en hausses, du personnel, de la formation... des retraites décentes ! »

C'est aussi le sens de l'initiative du PCF en direction des PME, des syndicats, des partis politiques de gauche, des salariés, pour une nouvelle industrialisation du département et de l'emploi qui va avec... qui devront être au cœur du débat public dans une confrontation constructive, à gauche, pour les élections régionales, dans l'esprit de ce que font les Grecs pour être utile et peser sur les choix de nature à faire reculer les inégalités, faire progresser les conditions de vie des populations. ■

Michel Ceruti

# Prud'hommes Lien de subordination

**Dans la fable de M. de La Fontaine, les animaux malades de la peste, un loup quelque peu clerc prouva par sa harangue qu'il fallait « dévouer » (désavouer) ce maudit animal, ce pelé, ce galeux d'où venait tout le mal. Il semble que M. Badinter a rejoint les loups en question.**

« Nous souffrons du code du travail, il est énorme, on y perd son latin, il est impossible de l'interpréter... » Cette démarche, nous la connaissons depuis fort longtemps. Depuis que le monde existe, un lien de subordination lie les hommes et les femmes

entre eux. La domination de l'homme par l'homme est le quotidien, dans notre société. L'économie a pris une place importante, nous ne sommes pas malades de la peste, mais du profit. Des richesses colossales sont créées et les tenants asser-

vissent les faibles. Vous comprendrez vite que le code du travail est un obstacle. « *Ce pelé, ce galeux, c'est de lui que nous vient tout le mal* », le chômage et autres calamités.

Un ministre technocrate du nom de Macron nous indique qu'il faut protéger les emplois existants. Sa loi vise à remplacer le lien de subordination avec la contrepartie du code du travail par un lien de « *soumission librement consenti* », sans contrepartie. Ce nouveau contrat de travail relève du code civil, la relation du travail est remplacée par une relation commerciale. Le statut de salarié devient du type « *autoentrepreneur* » où un état de droit dans l'entreprise disparaît. Tous les droits du code du travail s'en trouvent écartés. Croyez-vous un seul instant que le lien de subordination n'existe plus... ? Le monde du travail ne peut pas être

géré par le code civil. Le roi dit Saint-Louis faisait de la prud'homie sous son chêne. Cette forme de justice est ancrée dans notre peuple depuis plusieurs siècles. Plusieurs fois, une classe d'hommes a voulu la faire disparaître. Nous sommes dans cette période de rejet. C'est une lourde erreur en la matière. Le code du travail a, dans son volume, des chapitres à éliminer certainement, mais il est l'essence même du lien de subordination, n'en déplaise à certains d'entre nous. Nous avons tous un lien qui nous lie, ne serait-ce que la liberté de vous l'écrire, de le crier et le chanter.

Notre peuple est malade du profit. Les « *harangueurs* » de services ont trouvé le code du travail sur leurs chemins. Il y a bien d'autres choses à supprimer... la liste est longue. ■

**Élie Vergnolle**

ex-président des prud'hommes



## Retour sur le débat de la fête de Feugarolles Une nouvelle industrialisation

samedi après-midi avec Frédéric Rauch, de la revue « **Économie & politique** ».

**Alors que l'opinion publique est soumise à un certain fatalisme sur les possibilités de changement des conditions économiques du moment, il est de la responsabilité des communistes de démontrer que l'on peut faire autrement, qu'il faut engager une nouvelle politique économique qui sorte notre pays et l'Europe de la profonde crise dans laquelle la politique austéritaire néolibérale a conduit notre continent.**

Le capitalisme est en crise et depuis longtemps. Mais celle-ci s'est approfondie particulièrement depuis la dérégulation financière amorcée dans les années quatre-vingt. Enfoncé dans ses contradictions, **le capitalisme n'a pas d'autre solution, pour résorber la baisse du taux de profit, que de baisser le coût du travail**, les prélèvements

sociaux et fiscaux pour les entreprises. Cela a pour effet de baisser le pouvoir d'achat des familles, donc la consommation, mais cela engendre une nouvelle contradiction puisque les marchandises produites ont plus de difficultés à s'écouler sur le marché.

Les communistes ont démontré depuis longtemps que **c'est le**

**coût du capital qui est le problème et non le « coût du travail »**. Aujourd'hui, le capital, par la politique économique qu'il a initiée, engendre une **baisse des investissements** dans notre pays, une **augmentation des dividendes versés** aux actionnaires, une **destruction de capital par la fermeture d'usines** parfaitement viables, un **gaspillage des savoir-faire** des forces productives, donc une **perte d'efficacité** des capitaux investis.

Frédéric Rauch pose alors la question: « *Qui aime vraiment l'entreprise en France?* ». Manuel Valls et le MEDEF qui ne cher-

chent qu'à augmenter la part de l'actionariat, ou les travailleurs et ceux qui les soutiennent comme le PCF? Car nous voulons garder les entreprises en France pour le développement des territoires et des populations. La réponse est dans la question. Frédéric Rauch insiste sur les mesures avec lesquelles nous pourrions déjà envisager un renversement de cette logique mortifère du gonflement de la bulle financière par la distribution des dividendes: en particulier **le crédit sélectif**, qui doit pouvoir inciter les entreprises à investir dans les voies d'avenir, avec des **taux d'intérêt les plus faibles possible en rapport avec les investissements utiles** à la Nation et sa population. L'intervenant souligne le paradoxe suivant: **les banques**, aujourd'hui, font des profits sur le dos



# La SNCF et l'action sociale

Trois questions ont été posées à Clara Pelosin, assistante sociale auprès du personnel de la SNCF.

**Trop souvent méconnue du grand public, pouvez-vous nous expliquer le rôle que jouent les assistants de service social au sein de la SNCF?**

Environ neuf cents professionnels travaillent au sein du « département de l'action sociale » : assistants de service social, conseillères en économie sociale et familiale, éducateurs spécialisés, psychologues pour enfants, secrétaires assistantes... Nous sommes implantés sur toute la France dans des centres d'action sociale, des maisons de retraite, des foyers éducatifs pour enfants, des centres médico-psychopédagogique...

Notre action s'adresse à l'ensemble du personnel, les agents, leur

famille mais également les pensionnés (retraités cheminots)... En tant qu'assistante sociale, je suis à l'interface entre la vie privée et professionnelle des cheminotes et cheminots.

J'écoute, informe, évalue, analyse et recherche des solutions adaptées à chacun. Je suis soumise au secret professionnel; l'entreprise me transmet des informations afin que je puisse me mettre à disposition des agents et de leur famille (grossesses, agressions, arrêts de travail, arrêts, mutations...) mais je n'ai aucune information à donner en retour.

**Le Fonds d'action sanitaire et sociale (FASS) de la SNCF représente une partie socialisée du**

**salairé des cheminots. C'est un marqueur fort de solidarité et d'entraide que sont fiers de revendiquer les cheminots. Avec la réforme ferroviaire qui prendra effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015, n'y a-t-il pas un risque de voir disparaître ce rôle tel qu'on le conçoit?**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le taux de contribution de la masse salariale de l'entreprise à l'action sociale a baissé. Le financement de la protection sociale est passé de 1,275 % à 1,1 %.

Nos « prestations » ont été réétudiées par la direction à la suite du transfert des prestations familiales vers la CAF. Il y a aujourd'hui un gel des recrutements et une annonce officielle de la suppression de trente postes pour la fin 2015. Nous subissons les méfaits des réorganisations et des restructurations, comme l'ensemble des salariés de l'entreprise...

De nombreuses entreprises font appel à des services sociaux interentreprises. Alors pourquoi pas SNCF réseau, SNCF mobilité? L'action sociale SNCF est née avec le statut en vue d'assurer aux agents et leurs familles

des prestations spécifiques et l'accès au droit commun.

**À l'appel de la CGT, aura lieu le 25 juin une journée d'action interprofessionnelle. Quel message souhaitez-vous faire passer ce jour-là?**

Aujourd'hui, l'action des travailleurs sociaux est otage des discours politiques sur l'assistanat et la fraude aux prestations (représentations totalement décalées au regard de la réalité). Le 25 juin est une journée interprofessionnelle pour la SNCF mais également pour tous les travailleurs sociaux des fonctions publiques...

Nous ne pouvons pas nous cantonner à être de simples « agents de paix sociale ». Nous devons imposer la justice sociale pour l'accès à tous et toutes aux droits sociaux fondamentaux. Les travailleurs sociaux doivent se rassembler afin de défendre leur diplôme, leur métier et leur conviction. L'action sociale SNCF est un marqueur de solidarité et un outil de cohésion sociale des cheminots; nous devons la préserver. ■



des territoires et de ses habitants, alors que celles-là **devraient être au service** de ces territoires.

Un militant intervient pour indiquer que si les banques ne sont pas nationalisées, nous n'aurons aucun moyen d'influer sur la politique du crédit. Frédéric Rauch rappelle que les banques avaient été nationalisées en 1981, et nous en connaissons le résultat, cela n'a pas été suffisant pour empêcher les méfaits du lobbying de la finance. Si **les banques** doivent être nationalisées, elles doivent être aussi **sous le contrôle des citoyens** eux-mêmes. Un entrepreneur présent dans le débat indique que les travailleurs ne s'impliquent guère dans les décisions politiques et n'ont pas suffisamment conscience de la situation; qu'il y a une démotivation des jeunes; que la

solidarité entre les travailleurs s'estompe; que l'individualisme gagne les consciences; celui-ci se développe en particulier avec le travail par intérim.

Il ne faut quand même pas désespérer car, remarque un intervenant, se développent partout en Europe et dans les entreprises, **des pôles de résistance**.

Les nuisances du capitalisme financier mondialisé, Gérard Le Puill, journaliste, écrivain, présent à la fête, dénonce-lui, ces nuisances, en particulier le gaspillage énorme du capital productif.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'économie est politique, et non comme veut nous le faire croire le MEDEF, quelque chose qui dépend directement des lois naturelles où le politique n'a pas à intervenir. C'est une fable à laquelle les communistes ne portent aucun crédit; mais la plupart des citoyens sont perdus dans tous ces discours de droite qui mettent la confusion dans les têtes.

Frédéric Rauch insiste sur **la possibilité de construire des convergences** entre toutes les luttes en France et en Europe.



« Certes ce n'est pas facile, les gens n'ont pas la lisibilité de l'alternative économique possible. L'enjeu est démocratique, l'engagement politique de chacun est nécessaire. Il faut faire monter un rapport de force local pour **imposer des financements aux entreprises locales** afin que celles-ci répondent aux besoins réels des territoires et **éviter la concurrence entre les territoires** ».

Frédéric Rauch propose que le PCF 47 **initie une rencontre entre les entrepreneurs, les syndicats, les travailleurs, les citoyens... pour évaluer les besoins des territoires et des populations du département**. Un nouvel enjeu que les communistes mettent sur la table; il sera également au cœur des élections régionales prochaines. ■

Jo-Bernard Poulmarc'h

# De l'action en Lot-et-Garonne

## Grève à l'APAVE

« Le facteur humain est passé derrière le facteur économique », se désole Patrick Thuille, un des délégués du personnel de l'APAVE, organisme de contrôle d'installation de matériel électrique, de chauffage et de gaz qui couvre tout le Lot-et-Garonne.

Près de 60 % du personnel observait un mouvement de grève la semaine dernière. Les discussions tournaient autour des revendications : la revalorisation des tickets restaurant, une amélioration des conditions de travail, une prise en compte des heures supplémentaires et une révision des augmentations de salaire. Cette année, la direction a prévu une augmentation de... 0 % pour les cadres et 0,3 % pour les autres salariés, soit 3 € nets par mois ! Le bénéfice opéra-

tionnel du groupe s'élève à 40 millions d'euros en 2014, dont 14 millions dûs au crédit d'impôt de compétitivité des entreprises.

Les 32 employés ont vu leurs effectifs diminuer à 24 pour la même charge de travail.

L'austérité, mais pas pour tout le monde en somme...

## Grève chez les pompiers

Une trentaine de pompiers ont installé un piquet de grève, la semaine dernière devant le SDIS 47, à Foulayronnes. « En réalité nous sommes une centaine de grévistes, mais la plupart sont réquisitionnés dans les centres de secours », explique un gréviste. Les revendications avancées portent sur les effectifs de garde dans les centres de secours et notamment au centre de secours principal d'Agen et la demande de versement de la prime IAT

(indemnité administrative et de technicité) aux sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C. Le même interlocuteur explique que la profession est mobilisée contre la baisse des effectifs (de douze pompiers à dix) la nuit de 23h00 à 7h00.

« Nous estimons que, dans ces créneaux-là, surviennent souvent

les interventions les plus graves et que la population est, aujourd'hui, en danger. Si vous avez un départ de feu avec trois véhicules et trois pompiers par véhicule, c'est fini ! Vous n'avez plus personne pour les autres types de secours. On nous a imposé cette baisse sans aucune concertation ».



Même revendications à Villeneuve-sur-Lot



## À propos de La Grande ordonnance

Dans mon précédent article, j'ai évoqué la « Grande ordonnance », votée par les états généraux de 1357, sur proposition d'Étienne Marcel, au nom du tiers état.

On y voit qu'Étienne Marcel est un **précurseur de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen**, votée en 1789 par l'Assemblée constituante.

Le 5 février 1357, tous ceux qui étaient mandatés, nommés ou élus pour représenter les trois ordres (noblesse, clergé et tiers état) avaient pris place dans la salle du Parlement.

Ce fut une journée mémorable de débats acharnés. À la fin, Étienne Marcel réussit à faire adopter la « Grande ordonnance » qui comportait, notamment, les mesures suivantes :

- Les états généraux décident eux-mêmes de leurs sessions,

sans attendre la convocation royale ;

- **Les nobles et les gens d'Église ne sont pas dispensés de l'impôt ; Comme les gens du peuple, ils doivent contribuer pour 1/10<sup>e</sup> de leurs revenus ;**

- Les produits de l'impôt ne sont plus répartis par les officiers du roi, mais par les députés élus ;

- Les députés sont en droit de résister aux officiers du roi qui entraveraient leurs prérogatives ;

- **Il ne sera accordé de pardon aux délinquants et criminels, jusqu'ici protégés par la faveur royale ;**

- Les trois ordres aux états généraux siégeront sous le même toit. Étienne Marcel déclara « **Si la salle convient au tiers état, elle convient à la noblesse et au clergé** ».

- **Le « droit de prise » est aboli.** Ce privilège permettait au roi, ses officiers et tout seigneur de réquisitionner les vivres, le toit, le fourrage... Le droit de prise allait jusqu'au « **droit de cuisson** »

Étienne Marcel était donc l'homme à abattre ; il fut assassiné par les sbires du roi et du dauphin.

Dans le prochain article, je parlerai de la « **Jacquerie** »

Edmond **Coëdelo**



## Marmande

### Rencontre entre voisins

mardi 16 juin, avant le Ramadan, à l'initiative de l'amicale des locataires. Le mieux vivre ensemble a progressé. Une pétition CNL contre l'augmentation des charges a été abondamment signée. Bernard et Guilhem Poulmarch ont apporté leur contribution en offrant les fraises qui, avec la solidarité paysanne ont été très appréciées. Les locataires ont demandé au maire d'installer des jeux pour les dizaines d'enfants de la résidence du Roc...

### Résidence le Roc

Lundi soir, les habitants avaient invité la presse pour donner de l'écho à la demande non satisfaite à Habitayls et à la mairie. Les habitants ne veulent pas que l'on tronçonne les arbres pour faire un nouveau lotissement... Ils doivent être élagués pour assurer la sécurité. Ils interpellent le maire sur l'installation des jeux pour enfants, votée par la précédente municipalité.

Michel Ceruti a interpellé le maire; il attend la validation du conseil de quartier. Peut-être aurait-il dû procéder de la même manière pour les arbres tronçonnés par ses services sur la 813, route de Bordeaux? ■

## Agen

### ATSEM en ligne de mire

La FCPE dénonce la politique conduite par le maire d'Agén et les élus de la majorité municipale concernant les ATSEM. « Pour la rentrée 2015, en moins: un ATSEM par maternelle, trente minutes en moins de garderie soit la sortie des élèves à 18h00 et un quart d'heure de moins de TAP (temps d'activités périscolaire) par jour en maternelle. Mais il y a aussi des choses en plus. Et ces plus, désolent les parents d'élèves: augmentation du prix de la cantine et du prix de la garderie ». « Et il faut savoir qu'il n'y a toujours pas de cantine et de transport vers les centres de loisirs le mercredi; aucune volonté de la mairie de communiquer sur les temps périscolaires, en particulier sur les qualifications des intervenants ». Une pétition est toujours en ligne, « pour le maintien des horaires de la garderie en maternelle et du poste d'ATSEM. » ■



... à la résidence le Roc

## Nérac

### Mobilisation pour une classe maternelle

Samedi matin, devant la mairie de Nérac, les parents d'élèves ont rappelé leur opposition à la fermeture d'une classe de maternelle, que ce soit à l'école Jacques Prévert ou à celle de Jean Moulin. La carte scolaire, dévoilée au début du mois d'avril, prévoit en effet la disparition d'une classe sur la ville, laissant au maire Nicolas Lacombe le soin de trancher en faveur de l'une ou l'autre des écoles. Il manifestait son mécontentement aux côtés des parents d'élèves de la FCPE qui montaient au créneau pour s'indigner de cette décision.

Après plusieurs actions et plusieurs réunions, la délégation des parents d'élèves avait obtenu que cette décision soit « gelée » en attendant les inscriptions définitives. L'inspecteur avait alors fixé des « quotas pour que les classes soient maintenues ». « Avec un effectif de vingt-huit élèves par classe sur les deux maternelles, nous remplissons toutes les conditions pour conserver nos classes actuelles », argumentait, samedi, Isabelle Fuhrel, déléguée de la FCPE, à Nérac. Jeudi 25 juin, une délégation a rencontré l'inspecteur d'académie afin de lui soumettre le dernier bilan concernant les effectifs des classes maternelles. Les parents d'élèves et le maire restent confiants, mais mobilisés. Une décision sera définitivement rendue lundi prochain. ■

## Casteljaloux

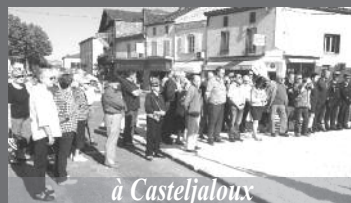
### Condoléances

La maman d'Annette Boussinot est décédée. Yvette Boussinot nous a quittés dimanche dernier, malgré son envie de vivre, avec toute l'attention apportée par Annette, ses frères et la famille. Les communistes et les bénévoles du journal le Travailleur apportent leur soutien en ce moment de douleur, à Annette et sa famille. ■

## Retour sur le 27 mai



à Lerm-et-Musset



à Casteljaloux



à St-Martin-de-Curton

### et le 20 juin, à Houeillès



On reconnaît ici Jacques Chantre du haut de ses 93 ans, résistant fait prisonnier à Eysses avant d'être transféré à Dachau, d'où il est revenu in extremis.



Ici, au micro, la présidente de l'ANACR47, Brigitte Moreno, derrière elle le président du comité du souvenir... pour un rappel historique des faits terribles pour la population...



Hélène Laulan, nouvelle conseillère départementale du nouveau canton des Forêts de Gascogne qui va d'Houeillès à Sènestis, représentait ici le président Pierre Camani. Dans son discours qui mériterait d'être cité en entier, retenons cet extrait: « Partout où les combattants de cette armée des ombres ont fait don de leur vie, nous laissant en héritage le flambeau de la liberté qui brûlait en eux, nous entonnons avec ferveur le chant des partisans pour ne pas oublier.

JCF



**GARONNA**  
SHOW

3 ET 4  
JUILLET 2015

PORT STE MARIE  
WWW.GARONNA-SHOW.COM

**Sinsemilla - Lyre Le Temps - Emera - Plateau DJ**  
**Weend'ô - Sans Additif - Gueule de Wab - Rock Rescue - Barrio Populo - Josem - Les Astiaus - Los Incognitos - Bardi Manchot - Minimum Fanfare - Orchesta de la Calle - Open ...**

**Galerie Egrégore**  
Marmande

Exposition / 12 artistes  
Du 14 juin au 6 septembre 2015

**Challenge**  
**Le Bonheur**

Anne Bothuon — sculpture  
Francis-Olivier Brunet — peinture  
Fabienne Claesen — sculpture  
Evelyne Gatinski — sculpture  
Charlotte de Maupeou — peinture  
Christophe Miralles — peinture  
Sophie Rambert — dessin  
Farouk Ratib — peinture  
Sophie Rocco — peinture  
Michel Roty — peinture  
Isabelle Vialle — peinture  
Yo — peinture

90, Boulevard Meyriel - 06 09 05 83 90  
La galerie est ouverte du jeudi au dimanche, de 14 à 19 h.  
galerieegregore@orange.fr  
www.galerie-egregore.com

Miroir de l'art

**Le jardin d'Élie**

## Groseillier

Les menaces à prévenir

Les groseilliers sont sensibles à deux grandes maladies: la rouille et la cloque. Vous pouvez donc leur administrer les mêmes soins préventifs que pour les pommiers, poiriers et les treilles. Le cocktail soufre et bouillie bordelaise est efficace en mai et juin sur des sujets sains pour bloquer les maladies. Mieux vaut prévenir que de devoir guérir.

## Framboisier

Inspectez bien les rangs

Les framboisiers sont solides, cependant, en mai, mieux vaut inspecter les rangs pour palisser les jeunes tiges. Il faut aussi désherber et contrer une éventuelle arrivée de rouille au revers des feuilles (à la bouillie ou savon noir). Écrasez entre deux doigts le coléoptère qui menacerait les jeunes fruits.

## Prunier

La ceinture anti-pucerons

Début mai ou juin, on ceinture le tronc des pruniers avec une bande de papier englué. Placé à un mètre du sol, c'est une barrière infranchissable pour tous les insectes rampants qui tente de grimper dans l'arbre. On vise notamment les fourmis qui favorisent la présence des pucerons sur le revers des jeunes feuilles mais aussi de nombreux vecteurs de maladies. C'est simple à poser, économique, très efficace et respectueux de l'environnement car non seulement vous n'avez pas recours à des produits insecticides mais vos arbres sont moins malades. Renouvelez la bande toutes les trois semaines. ■

à la ferme AU RYTHME DES SAISONS 97000 MONCADAU

**LE P'TIT FEST**  
Cauberotte

LE 27 JUNI 2015

*les mains dans la terre,  
la tête dans les étoiles.*

**Soirée Brésilienne**  
Accueil à partir de 18h

Concert à 21h  
**MANDACARU**  
suivi d'une scène ouverte

Entrée  
Prix libre

Restauration sur place  
Vins naturels  
Bières artisanales et locales

pas jeter sur la voie publique  
primé par la communauté de commune des coteaux d'Albret